

Demande d'examen au cas par cas préalable à
la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale (art. R.122-3)

Notice de présentation

RD 52 – Sécurisation PN29
Commune de Belval

❖Préambule

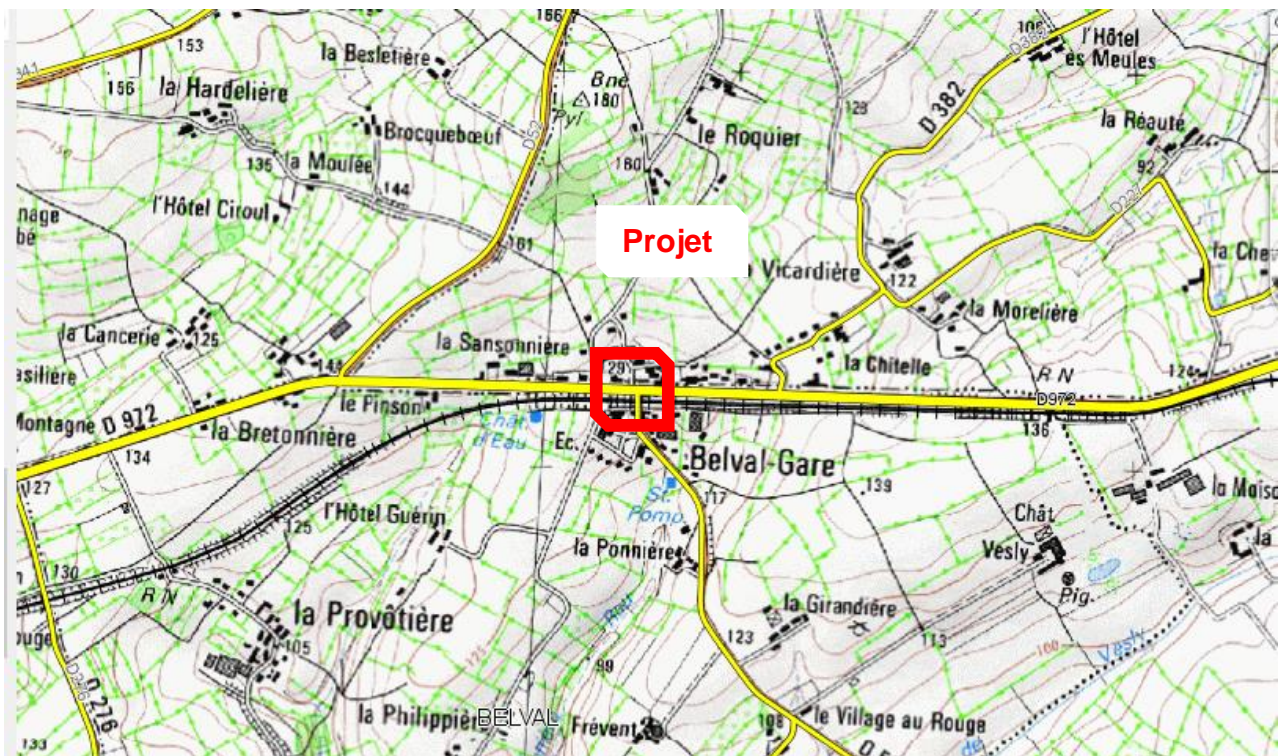
La présente notice a pour objet de présenter les enjeux environnementaux du projet de sécurisation du PN29, permettant de franchir la ligne SNCF Lison Lamballe sur la commune de Belval.

La première partie de cette notice rassemble les informations générales, basé sur un état des lieux et un rappel succinct des contextes socio-économique et foncier du secteur. La deuxième partie aborde les enjeux environnementaux. Enfin, une analyse de la démarche ERC menée sur ce projet est établie dans la dernière partie de ce document.

❖Considérations générales

⇒Plan de situation

Le projet est situé sur la commune Belval-Gare.



⇒Etat des lieux

Établie à 130 mètres d'altitude, le passage à niveau n°29 de la commune de Belval est située au point kilométrique (PK) 39,830 de la ligne SNCF de Lison à Lamballe, entre la halte de Saint-Lô et de Coutances.



Le projet est la sécurisation du passage à niveau n° 29 (PN 29), situé sur la RD 52, sur la commune de Belval. Le projet consiste en l'aménagement d'une voie de stockage plus longue entre ce PN et la RD 972 en décalant le débouché de la RD 52 plus à l'Ouest.

Ce passage à niveau est classé dans la liste des passages à niveau préoccupants et nécessite un aménagement de sécurisation. L'aménagement a été accepté par le Ministère de la transition écologique et solidarité (chargé des transports), puis validé par SNCF Réseau en juillet 2018 et approuvé par la commission permanente du conseil départemental en date du 17 septembre 2018. Compte-tenu de ce constat, le maître-d'ouvrage (département de la Manche) a programmé la mise en sécurité.

⇒ Contexte socio-économique

La RD972 demeure un axe de transit structurant dans le secteur centre du département, permettant ainsi de relier l'agglomération Saint-Lô et Coutances. La RD52 relie les communes Belval-Gare à celle de Savigny et de Cerisy-La-Salle

Aujourd'hui, 800 véhicules par jour en moyenne annuelle qui empruntent la RD52, dont 5% de PL.

⇒ Contexte foncier

Le département de la Manche est propriétaire des parcelles de l'aménagement.

❖ Enjeux environnementaux

⇒ ZNIEFF - Natura 2000

Le site est en dehors des périmètres d'inventaire des ZNIEFF (Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) et éloigné des site Natura 2000.

⇒ Dossier Loi sur l'eau (DLE)

Les travaux de mise en sécurité du passage à niveau ne nécessitent pas de déclaration au titre des articles L214-1 à L214-11 du code de l'environnement.

⇒Schéma Régional de Cohérence écologique (SRCE)

Le projet ne s'inscrit pas dans les objectifs du SRCE Normandie validé en 2014 et modifié en 2015.

⇒SDAGE et SAGE

La commune de Belval est en dehors du périmètre de protection du captage public d'eau destinée à la consommation humaine, situé sur la commune de Saint-Sauveur-Lendelin, au lieu-dit « Le Grand Moulin », dans la rivière la Taute.

De plus, il n'y a pas de faune ou de flore protégée dans la zone proche du projet.

❖La démarche ERC

La démarche ERC est prise en compte depuis la conception et l'organisation du chantier. Ci-après sont présentées les grandes lignes de cette démarche :

⇒Eviter (E) :

90% des travaux sont réalisés à partir de la plateforme routière :

- les terrassements,
- le génie civil (construction d'un mur de soutènement le long de la voie ferrée),
- l'aménagement d'un carrefour type tourne-à-gauche

⇒Réduire (R) :

Seuls les terrassements d'une partie du remblai et la pose des gabions représentent une surface estimée à 1500m². La zone d'influence du projet est peu significative au regard de l'environnement proche urbanisé. Par ailleurs, le planning d'intervention sera réduit dans le temps à 4 semaines.

⇒Compenser (C) :

La nouvelle configuration du passage à niveau ne touche pas un corridor écologique (faune et flore).

❖Conclusion

■Compte-tenu des enjeux limités du projet,

■Compte-tenu de l'analyse de la démarche ERC qui montre un peu d'effet,

Le maître-d'ouvrage (le département de la Manche) estime que le dossier n'a pas lieu d'être soumis à une évaluation environnementale.